

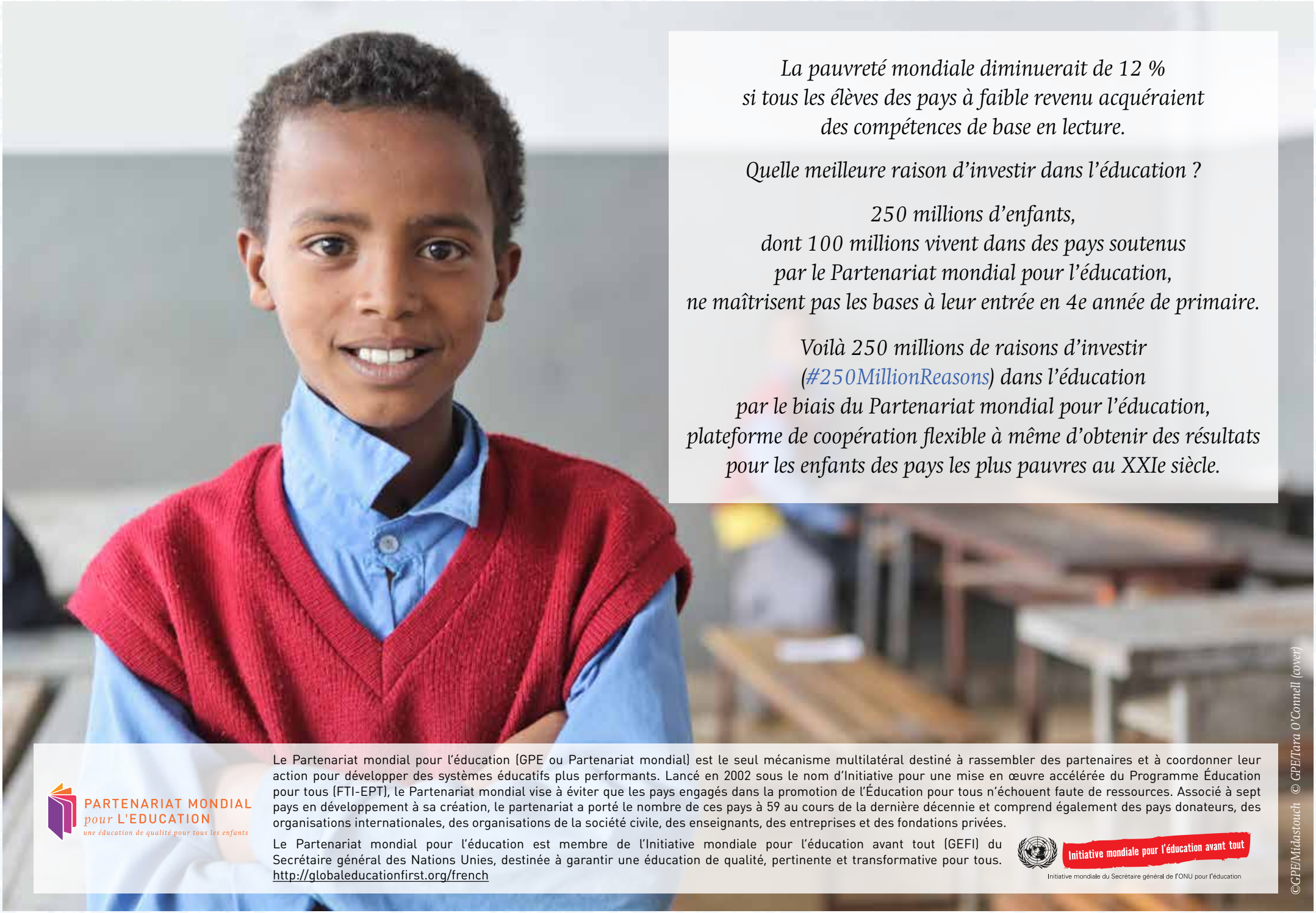
DEUXIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES • 2015–2018

250 MILLIONS DE RAISONS D'INVESTIR DANS L'ÉDUCATION :

UN PLAIDOYER EN FAVEUR DE L'INVESTISSEMENT

PARTENARIAT MONDIAL *pour* L'EDUCATION

une éducation de qualité pour tous les enfants



La pauvreté mondiale diminuerait de 12 %
si tous les élèves des pays à faible revenu acquéraient
des compétences de base en lecture.

Quelle meilleure raison d'investir dans l'éducation ?

250 millions d'enfants,
dont 100 millions vivent dans des pays soutenus
par le Partenariat mondial pour l'éducation,
ne maîtrisent pas les bases à leur entrée en 4e année de primaire.

Voilà 250 millions de raisons d'investir
(#250MillionReasons) dans l'éducation
par le biais du Partenariat mondial pour l'éducation,
plateforme de coopération flexible à même d'obtenir des résultats
pour les enfants des pays les plus pauvres au XXIe siècle.

PARTENARIAT MONDIAL
pour L'EDUCATION
une éducation de qualité pour tous les enfants

Le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE ou Partenariat mondial) est le seul mécanisme multilatéral destiné à rassembler des partenaires et à coordonner leur action pour développer des systèmes éducatifs plus performants. Lancé en 2002 sous le nom d'Initiative pour une mise en œuvre accélérée du Programme Éducation pour tous (FTI-EPT), le Partenariat mondial vise à éviter que les pays engagés dans la promotion de l'Éducation pour tous n'échouent faute de ressources. Associé à sept pays en développement à sa création, le partenariat a porté le nombre de ces pays à 59 au cours de la dernière décennie et comprend également des pays donateurs, des organisations internationales, des organisations de la société civile, des enseignants, des entreprises et des fondations privées.

Le Partenariat mondial pour l'éducation est membre de l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout (GEFI) du Secrétaire général des Nations Unies, destinée à garantir une éducation de qualité, pertinente et transformative pour tous. http://globaleducationfirst.org/french

Initiative mondiale pour l'éducation avant tout
Initiative mondiale du Secrétaire général de l'ONU pour l'éducation

©GPE/Midastouch © GPE/Tara O'Connell (cover)

TABLE DES MATIÈRES

4 Introduction

8 Le parcours du Partenariat mondial pour l'éducation depuis 2002

14 Un partenariat flexible pour le XXIe siècle : les quatre prochaines années

- 14 Un nouveau modèle de financement
- 16 Une « révolution des données » pour l'éducation
- 17 La valeur offerte par le Partenariat mondial de l'éducation
- 18 Des besoins de financement non satisfaits

19 Les objectifs de la deuxième reconstitution des ressources (2015–2018)



©UNICEF Burundi/Coifs

INTRODUCTION

Il est clair que l'éducation mérite de figurer en haut de la liste des priorités nationales et internationales, et cela, pour de multiples raisons. Fondement du développement durable, l'éducation est un droit humain et un outil essentiel pour faire des enfants et des jeunes de futurs citoyens actifs. C'est aussi un élément clé de la mise en œuvre de tout programme de développement humain exhaustif et un facteur majeur de la réduction de la pauvreté extrême.

Jamais autant d'enfants n'ont été scolarisés. Pourtant, ils sont des millions sans véritables acquis scolaires.

La communauté internationale n'est pas parvenue à concrétiser l'un de ses engagements fondamentaux, à savoir garantir une éducation de qualité à l'ensemble des filles et des garçons. Certes, des progrès considérables ont été accomplis, mais, à un an du délai fixé pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), on estime que **250 millions d'enfants ne savent pas lire ou écrire** à leur entrée en 4e année de primaire. Les pays les plus pauvres traversent une crise de l'éducation, 57 millions d'enfants n'étant toujours pas scolarisés. Les plus difficiles à atteindre sont les enfants vivant dans des États fragiles ou touchés par un conflit, les enfants habitant en zone rurale, les enfants handicapés et les filles. Cette crise, en outre, est exacerbée par une pénurie de données fiables sur l'éducation dans de nombreux pays pauvres, qui entrave considérablement la mise en place de systèmes éducatifs nationaux efficaces.

Un appel international au financement de l'éducation

Une baisse de 5 % de l'aide à l'éducation a été observée entre 2010 et 2012, chiffre alarmant qui équivaut à sept fois le taux de diminution de l'aide internationale au développement.

L'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout du Secrétaire général de l'ONU appelle à une « percée en matière d'éducation » pour permettre à la communauté internationale d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et ceux de l'Éducation pour tous. Or, cette percée ne se fera pas sans combler le fossé entre les ressources dont les pays ont besoin et celles dont ils disposent actuellement. Si l'on ne s'efforce pas davantage de financer suffisamment l'éducation, il sera impossible de promouvoir réellement le droit à l'éducation de tous les enfants et les jeunes, notamment en éliminant les inégalités profondément ancrées qui existent entre filles et garçons ou entre zones urbaines et rurales, ainsi que les inégalités dont sont victimes les enfants handicapés. Aucun État ne peut se permettre de réduire ses investissements en faveur de l'éducation, et les bailleurs de fonds ne peuvent pas renoncer à valoriser le potentiel éducatif en révisant à la baisse leurs promesses de contributions.

Soutenons la reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation

Le Partenariat mondial est particulièrement bien placé pour tirer parti des ressources de ses divers partenaires et mobiliser leurs efforts communs pour assurer la scolarisation et veiller aux acquis scolaires de tous les enfants des pays les plus pauvres. Le GPE demande ainsi à tous les partenaires de s'engager à nouveau en faveur d'une éducation élémentaire de qualité accessible à tous, et de soutenir une reconstitution substantielle de ses ressources. Ces engagements sont essentiels à la concrétisation des principales priorités de l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout du Secrétaire général de l'ONU.

Grâce à cette reconstitution des ressources, le Partenariat mondial contribuera à accélérer les progrès dans un dernier effort vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et de l'Éducation pour tous. Il tirera aussi parti de ses activités pour financer un programme ambitieux pour l'après-2015.

Trois priorités

1. Au niveau des partenaires donateurs, une contribution au fonds du GPE de 3,5 milliards de dollars afin de soutenir 66 pays en développement partenaires entre 2015 et 2018
2. Au niveau des pays en développement partenaires, un accroissement des budgets nationaux de l'éducation pour les porter en moyenne à au moins 20 % des dépenses nationales
3. Au niveau de tous les partenaires, une augmentation des financements bilatéraux, multilatéraux et innovants afin de répondre aux besoins persistants des pays les plus pauvres

Grâce aux 3,5 milliards de dollars prévus pour 2015–2018, le Partenariat mondial espère obtenir les résultats suivants :

- Financer une éducation de qualité pour 29 millions d'enfants au primaire et au secondaire, dont 23 millions vivant dans des États fragiles et touchés par un conflit[1]
- Ramener le nombre d'enfants qui n'achèvent pas le cycle primaire de 7,6 millions en 2014 à 4,8 millions en 2018
- Relever le taux d'achèvement du cycle primaire chez les filles de 74 % en 2014 à 84 % en 2018
- Relever le taux d'achèvement du cycle secondaire chez les filles de 44 % en 2014 à 54 % en 2018
- Accroître de 25 % le nombre d'enfants achevant un cycle primaire complet chaque année et maîtrisant les bases de la lecture et du calcul, pour le faire passer de 16 millions en 2014 à 20 millions en 2018
- Réduire de 10 % les taux d'abandon scolaire au primaire et au premier cycle du secondaire
- Réduire de 10 % les taux de redoublement scolaire au primaire et au premier cycle du secondaire
- Mobiliser 16 milliards de dollars supplémentaires au titre des dépenses nationales d'éducation des pays en développement partenaires

Comment le Partenariat mondial obtiendra-t-il ces résultats ?

- En utilisant la puissance du partenariat pour renforcer les systèmes éducatifs et accroître les financements en faveur de l'éducation
- En mettant en œuvre un nouveau modèle de financement dans lequel les financements dépendent des résultats et les besoins en matière d'éducation constituent la condition requise pour en bénéficier
- En concentrant les efforts sur l'obtention de bons résultats pour les enfants des pays les plus pauvres
- En lançant une révolution des données

Pour un complément d'information sur les méthodes, les hypothèses retenues et les sources des données, veuillez consulter le site : globalpartnership.org/fr/replenishment-sources

L'investissement dans l'éducation porte ses fruits

Bénéfices de l'investissement dans l'éducation

Si tous les élèves des pays à faible revenu maîtrisaient les bases de la lecture à la fin de leur scolarité, 171 millions de personnes pourraient échapper à la pauvreté, ce qui représente une diminution de 12 % de la pauvreté mondiale.





Chaque année de scolarité supplémentaire augmente de 0,37 % la croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut (PIB) d'un pays.

L'investissement dans l'éducation des filles pourrait augmenter de 25 % la production agricole de l'Afrique subsaharienne.





L'éducation est considérée comme l'un des principaux indicateurs ou facteurs de paix au sein des sociétés.

Coûts de l'absence d'investissement dans l'éducation

Le fait que 250 millions d'enfants soient dépourvus de connaissances de base entraîne une perte d'environ 129 milliards de dollars par an, soit 10 % des dépenses mondiales en matière d'éducation primaire.





Une année de scolarité en moins représente une perte de revenu mondiale de 7 à 10 % du PIB par habitant.

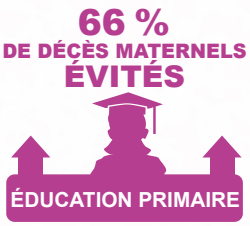
Le coût économique supporté par les 65 pays à revenu faible ou intermédiaire dans lesquels les filles n'ont pas le même niveau d'éducation que les garçons s'élève à 92 milliards de dollars par an, un chiffre juste au-dessous des quelque 103 milliards de dollars de budget annuel de l'APD des pays développés.





Chez les jeunes, chaque année de scolarité réduit de 20 % le risque de participer à un conflit violent.

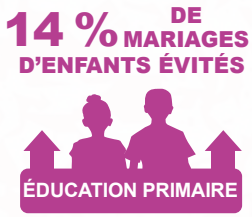
Si toutes les femmes achevaient le cycle primaire, 66 % des décès maternels seraient évités, soit plus de 189 000 vies sauvées chaque année.





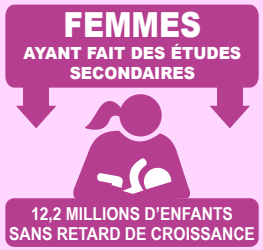
Un enfant dont la mère sait lire a 50 % de chances en plus de vivre au-delà de cinq ans.

Si toutes les filles d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud et de l'Ouest recevaient une éducation primaire, 14 % des mariages d'enfants (moins de 15 ans) seraient évités. Ce taux baisserait de 64 % si toutes les filles poursuivaient des études secondaires.



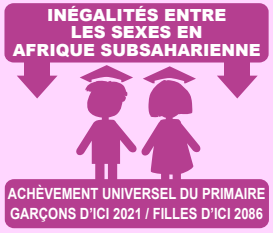
Les pays affichant les taux les plus élevés d'enfants non scolarisés ont également les taux de mortalité d'origine environnementale les plus élevés.





Si leur mère avait suivi des études secondaires, 12,2 millions d'enfants pourraient échapper à un retard de croissance.

En Afrique subsaharienne, seulement 23 % des filles des ménages les plus pauvres achevaient le cycle primaire à la fin de la dernière décennie. Si les tendances récentes se poursuivent dans la région, les garçons des ménages les plus riches achèveront tous le cycle primaire d'ici à 2021, alors que les filles des ménages les plus pauvres ne rattraperont pas leur retard avant 2086.





© Graham Crouch / World Bank

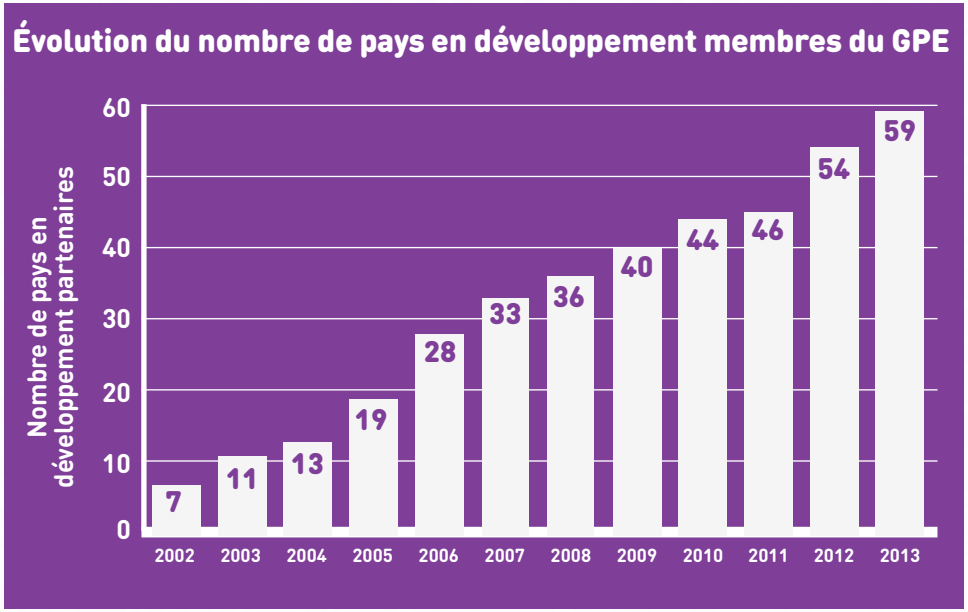
Pour un complément d'information sur les méthodes, les hypothèses retenues et les sources des données, veuillez consulter le site : globalpartnership.org//fr/replenishment-sources

LE PARCOURS DU PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION DEPUIS 2002

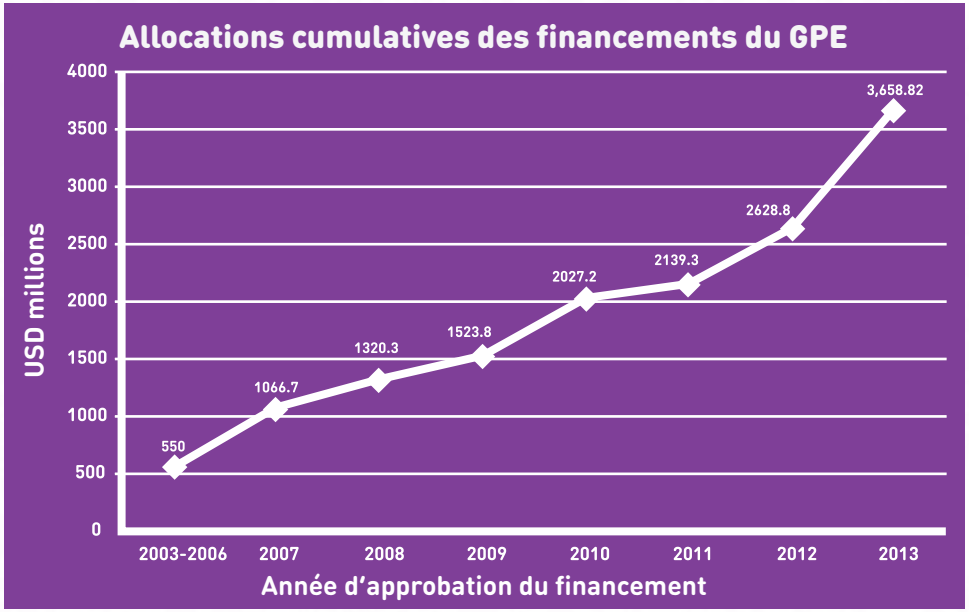
« Le Partenariat mondial pour l'éducation offre aux enfants marginalisés une éducation de qualité en coordonnant les activités de nombreux acteurs du secteur de l'éducation et en proposant une aide sans redondance tout en suivant les orientations données par les responsables locaux. Le GPE œuvre dans un seul secteur (l'éducation), mais montre qu'il est possible d'obtenir de meilleurs résultats grâce à la collaboration. Des modèles semblables pourraient s'avérer utiles dans d'autres secteurs. »

— Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015 (2013)

Le Partenariat mondial pour l'éducation a transformé l'architecture de l'aide internationale à l'éducation en promouvant et en ancrant dans la pratique la coordination des activités des principaux partenaires qui soutiennent la mise en œuvre par les pays de systèmes éducatifs nationaux de qualité. Au niveau international, le Partenariat contribue à ce que l'éducation fasse l'objet d'une attention et d'un soutien accrus. Au niveau des pays, il collabore avec les Groupes locaux des partenaires de l'éducation (GLPE), pilotés par les gouvernements des pays en développement partenaires, avec la participation active de tous les autres partenaires locaux concernés. Les GLPE sélectionnent un partenaire pour gérer le financement du GPE sur le terrain[2], tandis que le Secrétariat du GPE fait office de coordinateur et de créateur de consensus pour promouvoir la coordination, améliorer la coopération, renforcer les activités de sensibilisation et encourager l'adoption de politiques d'éducation plus volontaires et plus efficaces.



Les pays en développement membres du Partenariat mondial pour l'éducation sont passés de sept en 2002 à 59 en 2013.



Croissance des allocations de financements du Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation depuis 2003

Au cours de la dernière décennie, le Partenariat mondial pour l'éducation a obtenu de résultats notables :

Le Partenariat mondial pour l'éducation a mobilisé

3,7 milliards de dollars

pour les pays en développement partenaires.

28 pays en développement partenaires

ont atteint la parité entre les sexes dans le taux d'achèvement du primaire.

En moyenne, le financement national de l'éducation dans les pays en développement partenaires du GPE augmente de

10 %

du PIB après leur adhésion

Dans les pays en développement partenaires du GPE qui sont fragiles et touchés par un conflit, le nombre d'enfants non scolarisés en âge d'aller à l'école primaire a baissé de plus de

8 millions

entre 2000 et 2011, et le taux d'achèvement du cycle primaire s'est accru de 16 points de pourcentage

Depuis 2003

46 pays en développement partenaires ont contribué à la scolarisation de presque **22** millions d'enfants supplémentaires, dont **10** millions de filles

Dans les pays en développement partenaires du GPE, la proportion d'enfants ayant accès à l'enseignement secondaire est passée à **58 %**

en 2011, et le taux d'achèvement du primaire a augmenté de 16 points.

Après l'adhésion d'un pays en développement au GPE, le nombre d'enfants achevant le cycle primaire augmente

12 % plus vite

en moyenne





©GPE/Deepa Srikantaiah

Pour un complément d'information sur les méthodes, les hypothèses retenues et les sources des données, veuillez consulter le site : globalpartnership.org/fr/replenishment-sources

RÉSULTATS DE LA PREMIÈRE RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU GPE POUR 2011–2014

Lors de la Conférence pour les annonces de contributions qui a eu lieu à Copenhague en novembre 2011, le Partenariat mondial a lancé sa première campagne de reconstitution visant à lever entre 1,75 milliard et 2,5 milliards de dollars pour soutenir un nombre croissant de pays en développement partenaires par le biais du Fonds du GPE. À l'époque, 30 pays en développement partenaires avaient annoncé une hausse de plus de 5 milliards de dollars de leurs dépenses nationales pour l'éducation de base, tandis que des institutions multilatérales comme la Banque mondiale, l'UNICEF et l'UNESCO, ainsi que des organisations de la société civile (OSC) et des entreprises du secteur privé, s'étaient également engagées à accroître leur soutien à l'éducation. Trois ans plus tard, les demandes d'appui financier reçues par le Partenariat mondial ont atteint des niveaux exceptionnels et les contributions au Fonds du GPE devraient dépasser 2 milliards de dollars d'ici à fin 2014.

Depuis 2011, la portée et l'engagement du Partenariat mondial pour l'éducation n'ont cessé de croître.

- **Soutien décisif de la part des partenaires donateurs :** depuis 2011, 20 pays donateurs ont apporté des contributions au Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation : le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Australie, la Norvège, le Danemark, la Suède, la Commission européenne, le Canada, la France, la Belgique, l'Irlande, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, les États-Unis, le Japon, la Russie, le Luxembourg et la Roumanie.

- **Expansion rapide des adhésions au GPE :** le nombre de pays en développement membres du Partenariat mondial est passé de 45 en 2011 à 59 en 2014. Sur les 14 pays en développement qui ont rejoint le GPE pendant cette période, 12 sont des États fragiles et touchés par un conflit. La Finlande a également rejoint le Partenariat mondial en qualité de pays donateur[3].

- **Mobilisation de fonds supplémentaires :** la Banque mondiale a fourni un cofinancement direct de l'Association internationale de développement (IDA) pour de récents financements du GPE à hauteur de 163 millions de dollars au Sénégal, à l'Éthiopie, à la Gambie et à Sao Tomé, ainsi qu'un financement parallèle de l'IDA à six autres pays.

- **Création de possibilités de cofinancement :** l'initiative du Qatar « Éduquer un enfant » a fourni un cofinancement direct important, en complément du financement du GPE, au Tchad, au Soudan du Sud, au Yémen, à la Somalie et à la République démocratique du Congo. USAID a fourni un cofinancement comparable au Soudan du Sud.

- **Croissance sans précédent des allocations,** qui sera suivie d'une hausse des décaissements : entre 2003 et 2011, le Partenariat mondial a alloué 2 milliards de dollars de financements. Depuis fin 2011, un montant inégalé de 1,6 milliard de dollars a été alloué à 39 pays en développement partenaires. Le GPE a accordé des financements à 26 pays pour le développement de plans sectoriels de l'éducation. De 2011 à aujourd'hui, le Partenariat mondial a décaissé 1,1 milliard de dollars contre 0,9 milliard de dollars entre 2004 et 2010[4].

- **Formulation du Plan stratégique** : les travaux du Partenariat mondial pour l'éducation sont guidés par quatre objectifs stratégiques : l'accès à l'éducation, l'équité, la qualité de l'enseignement et le renforcement des systèmes éducatifs. Les principales priorités sont l'appui aux États fragiles et touchés par un conflit, l'éducation des filles, l'amélioration des compétences en lecture et en calcul, l'augmentation de la performance des enseignants, ainsi que le financement efficace, efficient et équitable de l'éducation. Le Partenariat mondial se concentre sur le développement des capacités institutionnelles pour fournir des services éducatifs plus équitables et plus efficaces et renforcer le rôle de la société civile dans tous les pays partenaires.

Fonds de la société civile pour l'éducation : faire des OSC des acteurs clés

La participation de la société civile à l'élaboration des politiques d'éducation fait partie intégrante du modèle du Partenariat mondial et de ses principes de responsabilité mutuelle. Le Fonds de la société civile pour l'éducation (FSCE) a été créé en 2008 en vue de soutenir le réseau mondial de coalitions de l'éducation opérant sous la houlette de la Campagne mondiale pour l'éducation. Le FSCE appuie le renforcement de la capacité de la société civile à participer à l'élaboration des politiques, notamment dans le cadre des Groupes locaux des partenaires de l'éducation, et à suivre les progrès globaux vers la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous.

Depuis, les coalitions nationales de l'éducation de 45 pays ont reçu plus de 32 millions de dollars de financements. Au cours des quatre dernières années, le nombre de coalitions nationales de l'éducation reconnues comme partenaires dans des GLPE est passé de 18 à 32 dans les pays en développement partenaires du GPE, ce qui représente une hausse de 77 %. Une évaluation externe du premier stade du FSCE a montré que le renforcement des organisations de la société civile était *« une composante cruciale de toute prise de décision responsable en matière d'éducation soutenue par le Partenariat mondial. La fonction première des OSC est de faire entendre la voix des populations les plus vulnérables et d'attirer l'attention sur leurs problèmes ».*

Au Ghana, la coalition nationale de l'éducation organise, avec le soutien du Partenariat mondial pour l'éducation, un examen annuel du secteur de l'éducation par la société civile, représentée par un large éventail d'OSC aux niveaux local et national. Grâce à cette démarche, la coalition a animé le développement d'une politique complète d'éducation en faveur des femmes et des filles, assortie de dispositions particulières sur la réinscription des filles déscolarisées à la suite d'une grossesse précoce.



©GPE/Midastouch

Pour un complément d'information sur les méthodes, les hypothèses retenues et les sources des données, veuillez consulter le site : globalpartnership.org/fr/replenishment-sources

PRIORITÉ À L'ACCÈS, AUX ÉTATS FRAGILES OU TOUCHÉS PAR UN CONFLIT, À L'ÉDUCATION DES FILLES ET À L'APPRENTISSAGE

1. Accès

Les pays en développement membres du GPE ont réalisé des progrès considérables dans l'élargissement de l'accès à l'école primaire. Si l'accès demeure un objectif majeur, il faut toutefois s'efforcer d'atteindre tous les enfants. L'accès des populations les plus marginalisées à l'éducation reste au cœur des priorités du Partenariat mondial.

Grâce aux financements approuvés au cours de la période de reconstitution de 2011–2014, le Partenariat mondial est en passe d'avoir financé la scolarisation de **près de 16,8 millions d'enfants**[1], dont **8,1 millions de filles,** dans le primaire et le premier cycle du secondaire durant la seule période de 2011–2014. Dans les pays en développement membres du GPE, **19,9 millions d'enfants supplémentaires** auront été scolarisés d'ici à la fin de l'année en cours, dont **9,4 millions de filles** et plus de **14 millions d'élèves vivant dans des États fragiles et touchés par un conflit.** Le taux d'achèvement du cycle primaire dans les pays en développement partenaires devrait passer de **73 % en 2011 à 78 % en 2014.**

Au Cambodge, le financement actuellement accordé par le GPE a permis de recueillir des données de très bonne qualité sur les enfants handicapés et donc de sensibiliser davantage aux questions de handicap et de veiller à ce que les écoles disposent des outils et des connaissances dont elles ont besoin pour accueillir les enfants handicapés.

2. États fragiles ou touchés par un conflit

Sur les 14 pays en développement qui ont rejoint le Partenariat mondial depuis 2011, 12 sont considérés comme des États fragiles et touchés par un conflit. Le GPE est en passe d'avoir financé la scolarisation de près de **12 millions d'enfants dans le primaire et le premier cycle du secondaire.** Le cadre opérationnel du Partenariat mondial vise à fournir un soutien continu aux pays en développement partenaires touchés par un conflit, à s'assurer de l'élaboration par la communauté humanitaire de plans d'éducation d'urgence conformes au plan d'éducation national et à remettre les pays en développement sur la bonne voie à long terme. Dans le cadre de ce modèle, le Partenariat mondial appuie les efforts des partenaires pour maintenir la scolarisation des enfants, en particulier en période de crise.

Fin 2013, les décaissements cumulés du Partenariat mondial au profit des États fragiles et touchés par un conflit avaient atteint 750 millions de dollars, contre 430 millions de dollars en 2011. En 2013, 52 % de l'ensemble des décaissements du Fonds du GPE étaient destinés à ces États, contre seulement 13 % en 2010.

Flexibilité, adaptabilité et prévisibilité du financement dans les États fragiles ou touchés par un conflit

Lorsque la crise a éclaté récemment en République centrafricaine, le Partenariat mondial a réuni les acteurs humanitaires et les partenaires de développement pour convenir d'un plan d'éducation d'urgence. Le Partenariat mondial a alloué 3,7 millions de dollars de financements accélérés, gérés par l'UNICEF, pour rétablir la scolarisation de près de 120 000 enfants dans les régions du pays les plus touchées par le conflit. Équivalant à près de 16 % des fonds nécessaires à l'éducation humanitaire, cette allocation a été la première source de financement disponible.

En Somalie, où l'appui du Partenariat mondial a permis le développement des premiers plans sectoriels de l'éducation, les partenaires aident le pays à passer des activités d'urgence à l'établissement de systèmes et de capacités institutionnelles pour mettre en œuvre trois plans sectoriels de l'éducation à l'échelon infranational. Le Partenariat mondial a également financé une vaste campagne de «retour à l'école » visant à scolariser un million d'enfants au primaire. Ces efforts favorisent l'édification de l'État après des années d'instabilité.

3. Qualité de l'éducation

Lecture et calcul : dans les pays en développement partenaires du GPE, seuls 44 % des enfants atteignant la 4e année possèdent le niveau minimal d'acquis scolaires. Le Partenariat mondial a contribué à l'élaboration de politiques et de programmes qui amélioreront considérablement les acquis scolaires. Plus de 88 % des plans sectoriels de l'éducation développés avec le soutien du GPE depuis 2011 intègrent des stratégies visant à améliorer la qualité de l'éducation. Sur les 41 financements en faveur de l'éducation approuvés depuis la dernière reconstitution des ressources, 36 sont axés sur l'amélioration des acquis scolaires, en particulier par le biais de programmes d'éducation préscolaire, du perfectionnement des pédagogies, de l'évaluation des connaissances et de la formation des enseignants.

Manuels scolaires : entre 2011 et 2014, les pays en développement partenaires auront distribué près de 55 millions de manuels scolaires et de matériels d'apprentissage grâce au soutien du Partenariat mondial pour l'éducation.

4. Éducation des filles

Entre 2011 et 2014, le Partenariat mondial aura financé la scolarisation de près de 8 millions de filles dans le primaire et le premier cycle du secondaire. Un grand nombre des 41 financements approuvés depuis 2011 ciblent spécifiquement l'éducation des filles, essentiellement au moyen de bourses ou d'autres mesures incitatives, de la sensibilisation et de la mobilisation des communautés, ainsi que de la construction de latrines et de points d'eau pour améliorer les conditions sanitaires.

En Afghanistan, où le nombre d'enfants non scolarisés est estimé à quatre millions (dont 60 % de filles), le gouvernement a mis en place l'un des plus solides programmes d'éducation des filles financés par le Partenariat mondial. Dans les régions isolées et marquées par l'insécurité, qui se caractérisent par une forte disparité entre les sexes dans l'accès à l'éducation, le financement vise à mobiliser les populations locales et à rechercher des solutions innovantes au problème de la scolarisation des filles. Environ un tiers du financement est alloué à l'accroissement du nombre d'enseignantes dans ces régions reculées.

Enseignants : depuis la reconstitution des ressources de 2011, 37 financements sur 41 ont inclus un soutien aux enseignants. Entre 2004 et 2013, 20 % des fonds engagés par le Partenariat mondial pour soutenir les pays en développement partenaires ont servi à fournir un appui aux enseignants. Le Partenariat mondial est ainsi en passe d'avoir formé 400 000 enseignants entre 2011 et 2014.

En Éthiopie, le plan sectoriel de l'éducation fixe des objectifs ambitieux pour améliorer la qualité et garantir des apprentissages pertinents pour tous les enfants et les jeunes. Axé sur un enseignement de meilleure qualité, le programme a dépassé les objectifs fixés en matière de certification d'enseignants. Plus de 90 % des enseignants du primaire et du premier cycle du secondaire sont certifiés. En outre, l'Éthiopie vise un ratio d'un manuel scolaire par élève pour les quelque 19 millions d'enfants et de jeunes scolarisés. Selon une évaluation indépendante récente, le ratio de manuels disponibles dans les classes est passé d'un manuel pour deux enfants en 2012 à près d'un manuel par enfant en 2013.

Pour un complément d'information sur les méthodes, les hypothèses retenues et les sources des données, veuillez consulter le site : globalpartnership.org/fr/replenishment-sources

UN PARTENARIAT FLEXIBLE POUR LE XXIe SIÈCLE : LES QUATRE PROCHAINES ANNÉES

Une percée réussie dans le domaine de l'éducation nécessitera la collaboration de tous les acteurs. Le Partenariat mondial pour l'éducation s'efforce d'être, à l'échelle mondiale et nationale, une plateforme de collaboration flexible concentrée sur les besoins les plus pressants en matière d'éducation, ouverte aux innovations et prête à adopter de nouvelles méthodes de travail garantissant la rentabilité de tous les investissements engagés.

En plus d'exploiter les atouts de son modèle de partenariat, le GPE introduit deux nouveautés importantes pour pouvoir relever les défis les plus urgents en matière d'éducation. En 2015, il lancera un nouveau modèle de financement et opérera une révolution en matière de données afin que la communauté internationale obtienne de meilleurs résultats pour les enfants des pays les plus pauvres.

INNOVATION Nº 1 : UN NOUVEAU MODÈLE DE FINANCEMENT

Pour la période de reconstitution des ressources 2015-2018, le Partenariat mondial adopte un modèle de financement novateur correspondant à une conception fondamentale du développement collaboratif au XXIe siècle. Ce nouveau modèle est fondé sur des réformes importantes menées par le GPE ces dernières années.

Principales composantes du nouveau modèle de financement :

- Approbation du financement exclusivement en fonction des besoins
- Mesures incitatives pour améliorer les résultats dans le cadre de tous les financements du GPE
- Renforcement de l'appropriation du processus par les pays, principe clé de l'efficacité de l'aide au développement

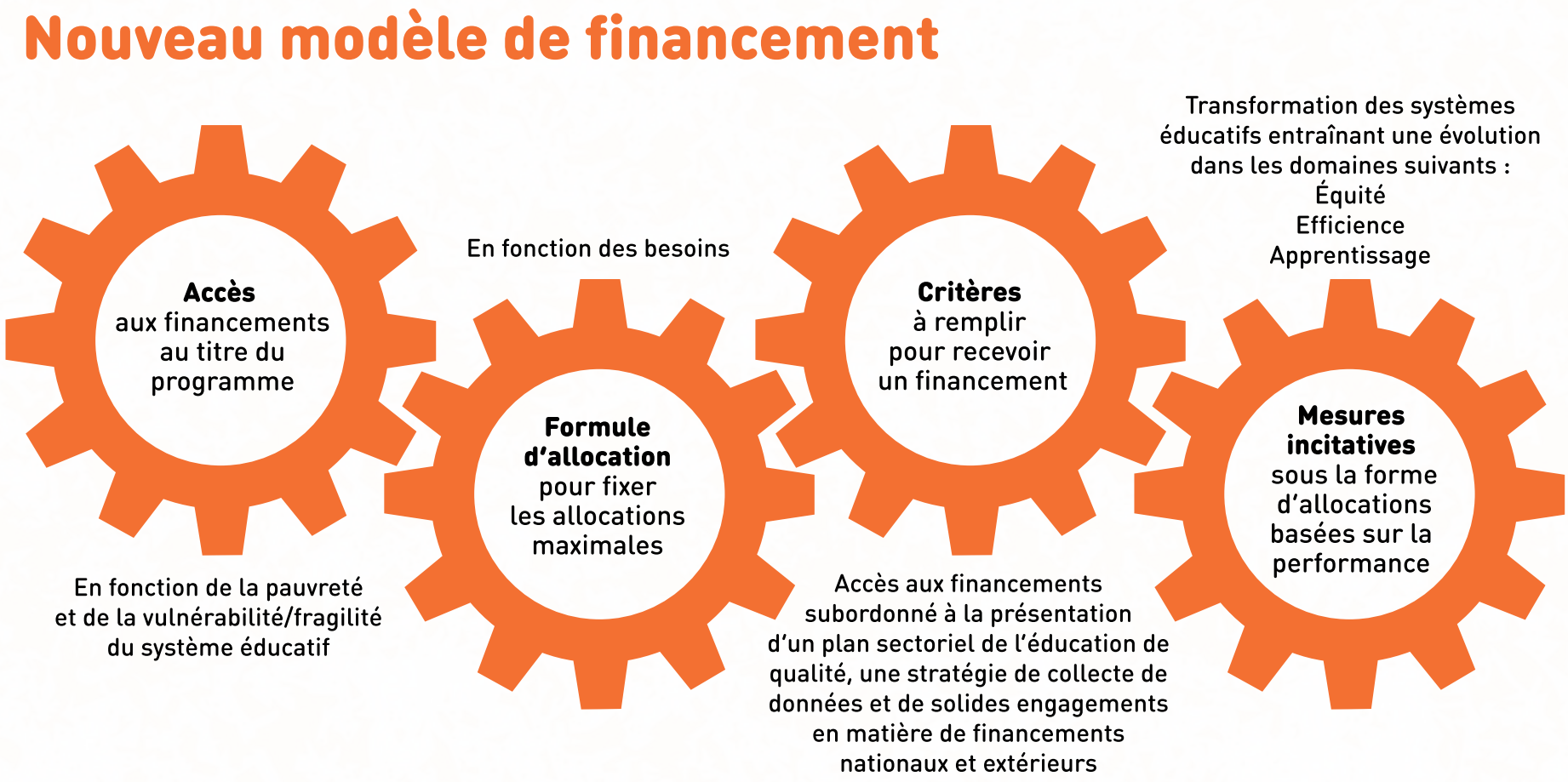
Résultats attendus du nouveau modèle de financement :

- Financements supplémentaires importants, à l'échelle nationale et internationale
- Efficience et efficacité accrues des systèmes éducatifs sur les questions clés, comme l'égalité, la qualité et l'accès
- Meilleure adéquation et répartition plus équitable de toutes les sources de financement du secteur de l'éducation dans les pays partenaires du GPE
- Réformes systémiques et plus durables garantissant l'accès à une éducation de qualité à un plus grand nombre d'enfants
- Accomplissement d'une « révolution des données » trop longtemps différée, qui permettra aux pays en développement partenaires de recueillir davantage de données de meilleure qualité pour accroître la responsabilisation et améliorer les résultats éducatifs

Le nouveau modèle de financement accélérera les progrès vers la réalisation des objectifs stratégiques du Partenariat mondial pour l'éducation et sera également le principal outil du GPE dans le sprint final vers les objectifs du Millénaire pour le développement et de l'Éducation pour tous. Grâce à la reconstitution de ses ressources, le Partenariat mondial jouera un rôle majeur dans le soutien aux objectifs en matière d'éducation au-delà de 2015, notamment par la mise en œuvre d'un programme de développement durable et d'un nouveau cadre de coopération au titre de l'Éducation pour tous.

Le nouveau modèle de financement : de quoi s'agit-il ?

Fruit d'une évolution importante du système de financement du Partenariat mondial, le nouveau modèle de financement soutiendra 66 pays[5]. Le schéma ci-dessous illustre ses principaux aspects et les améliorations qu'il apporte par rapport à la pratique actuelle.



Pour un complément d'information sur les méthodes, les hypothèses retenues et les sources des données, veuillez consulter le site : globalpartnership.org/fr/replenishment-sources

INNOVATION Nº 2 : UNE « RÉVOLUTION DES DONNÉES » POUR AIDER LES PAYS À OBTENIR DE MEILLEURS RÉSULTATS EN MATIÈRE D'APPRENTISSAGE, D'ÉGALITÉ ET D'EFFICIENCE

L'insuffisance des données à l'échelle nationale constitue un obstacle direct au progrès dans le domaine de l'éducation. À l'heure actuelle, les pays en développement membres du Partenariat mondial manquent cruellement de données sur l'éducation, notamment en ce qui concerne les enfants marginalisés et les acquis scolaires. Or, ces informations sont indispensables pour élaborer des politiques davantage fondées sur la connaissance des faits et améliorer l'efficience des dépenses budgétaires. Des actions mûrement réfléchies et bien financées doivent donc être menées pour renforcer les systèmes nationaux d'information et d'évaluation des acquis scolaires.

Grâce à une stratégie de collecte de données plus efficace, les pays en développement partenaires obtiendront les données essentielles qui leur permettront de repérer les enfants les plus marginalisés et d'adopter des méthodes équitables pour les atteindre. En outre, les pays en développement partenaires devront renforcer leurs données sur les acquis scolaires. Cette démarche est cruciale pour que la communauté internationale puisse s'assurer que tous les enfants, en particulier les filles, les enfants handicapés et les enfants vivant dans des États fragiles et touchés par un conflit, reçoivent une éducation de qualité.

Un accroissement et une exploitation plus efficace des données sont nécessaires à la réalisation de progrès en matière d'éducation. C'est pourquoi le Partenariat mondial pour l'éducation pilotera une « révolution des données » dans ce secteur, en collaboration étroite avec ses partenaires au plan national et international. Il s'associera entre autres à l'Institut de statistique de l'UNESCO et à l'Équipe spéciale des mesures de l'apprentissage pour mener cette révolution à son terme.



©UNICEF Burundi/Kanjoli

LA PUISSANCE DU PARTENARIAT : LA VALEUR OFFERTE PAR LE PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION

Aucune entité ne peut à elle seule créer des systèmes éducatifs durables : cette tâche requiert une action collective. Le Partenariat mondial rassemble des gouvernements, des bailleurs de fonds, des organisations internationales, des enseignants, des entreprises privées et des organisations de la société civile à l'échelle nationale et internationale pour mettre sur pied des plans d'éducation solides, pilotés par les pays eux-mêmes et soutenus par tous les partenaires. Le GPE, par ailleurs, encourage les bailleurs à harmoniser leurs propres financements en adoptant une feuille de route générale.

Les capacités de mobilisation et de financement du Partenariat mondial sont des outils efficaces pour :

1. Accroître le financement national en faveur de l'éducation
2. Améliorer l'efficience des dépenses budgétaires consacrées à l'éducation
3. Améliorer l'efficacité des systèmes éducatifs pour traiter des questions clés telles que l'égalité, la qualité et l'accès
4. Mieux coordonner l'action humanitaire et les projets de développement en faveur de l'éducation
5. Harmoniser davantage les financements extérieurs en faveur de l'éducation
6. Mieux répondre à la nécessité de rendre compte grâce à la collecte de données exhaustives.



©GPE/Stephan Bachenheimer

L'adoption de plans d'éducation renforcés permet aux pays de promouvoir l'égalité d'accès à l'éducation des filles et des enfants handicapés. Elle leur permet aussi de mettre en place et de pérenniser une démarche systémique en matière d'éducation, améliorant ainsi l'efficacité des financements nationaux et de ceux des bailleurs de fonds. Seul partenariat multilatéral dédié exclusivement à l'éducation, le GPE contribue à produire des résultats hors de portée des programmes et des partenaires individuels. Le Partenariat mondial s'efforce d'harmoniser les actions et les financements pour aider les pays à atteindre leurs objectifs, d'attirer l'attention de ses partenaires sur les priorités nationales en matière d'éducation des enfants, d'éviter les doubles emplois dans les décaissements de l'aide et d'étendre l'influence et les capacités de tous ses partenaires individuels dans un esprit collaboratif. Tous ces efforts réunis feront évoluer la situation des enfants de façon réelle et durable.

Pour un complément d'information sur les méthodes, les hypothèses retenues et les sources des données, veuillez consulter le site : globalpartnership.org/fr/replenishment-sources

BESOINS DE FINANCEMENT NON SATISFAITS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT PARTENAIRES DU GPE POUR 2015-2018

Comme le montre le tableau ci-dessous, les besoins de financement non satisfaits des pays en développement membres du Partenariat mondial pour l'éducation sont estimés à 34 milliards de dollars. Le Partenariat mondial ne concrétisera véritablement son potentiel que si tous les partenaires joignent leurs forces pour combler ce déficit.

USD Milliards	2015	2016	2017	2018	Total
Éducation Primaire	3,2	3,2	3,2	3,2	12,8
Éducation Secondaire	5,4	5,4	5,4	5,4	21,6
Total	8,6	8,6	8,6	8,6	34,4

Si tous les partenaires réussissent à mobiliser les ressources nationales et extérieures nécessaires pour combler le déficit de 34 milliards de dollars dont souffre le financement d'une éducation de base de qualité dans les pays en développement partenaires, le GPE réalisera des progrès considérables dans la réalisation de l'objectif de scolarisation et d'apprentissage de tous les enfants. La reconstitution des ressources du Partenariat mondial appuiera le renforcement des efforts engagés pour mobiliser les financements nécessaires.



©GPE/Stephan Bachenheimer

LES OBJECTIFS DE LA DEUXIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES (2015–2018)

La période 2015-2018 de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation coïncide avec les OMD actuels et le programme de développement pour l'après-2015. Tous les partenaires doivent investir dans un programme de développement innovant et audacieux qui permet à tous les enfants et jeunes d'exercer leur droit à l'éducation. Le Partenariat mondial est prêt à relever ce défi et à soutenir les pays partenaires dans cette entreprise.

Le Partenariat mondial pour l'éducation souhaite lever 3,5 milliards de dollars pour soutenir 66 pays entre 2015 et 2018.

De plus, le GPE mettra à profit les mesures incitatives et la structure du nouveau modèle de financement pour soutenir l'action menée en vue de répondre aux besoins de financement globaux non satisfaits des pays en développement partenaires du GPE en mobilisant :

- **16 milliards de dollars de financements nationaux**
- **des fonds supplémentaires provenant de cofinancements de l'IDA et de donateurs émergents (entre autres), ainsi que de nouveaux mécanismes de financement innovants.**



©GPE/Stephan Bachenheimer

Pour un complément d'information sur les méthodes, les hypothèses retenues et les sources des données, veuillez consulter le site : globalpartnership.org/fr/replenishment-sources



Évaluation des résultats
en termes d'accès, d'équité, de qualité et d'efficacité des systèmes

Le Partenariat mondial pour l'éducation mesurera le succès de la deuxième reconstitution des ressources (2015-2018) par rapport aux objectifs stratégiques relatifs à l'amélioration de l'accès, de l'équité, de la qualité et de l'efficacité des systèmes. Bien que le GPE s'efforce d'atteindre intégralement chaque objectif et de soutenir les pays en développement partenaires, il reconnaît également la nécessité de se montrer réaliste sur la difficulté à obtenir des résultats uniformes dans les États fragiles et touchés par un conflit.

	Objectifs 2018	Résultats en faveur des enfants dans 66 pays admis à bénéficier du GPE
Accès	**3,5 milliards de dollars** levés pour le Fonds du GPE	Financement de la scolarisation de 29 millions d'enfants et de leur accès à une éducation de qualité[1] : **29 millions** = **26,5 millions** au primaire + **2,5 millions** au premier cycle du secondaire **23 millions** dans des États fragiles et touchés par un conflit
Équité	**90 %** des pays en développement partenaires du GPE disposeront d'analyses détaillées sur les questions d'équité et pourront rendre compte des progrès accomplis	Ramener le nombre d'enfants qui n'achèvent pas le cycle primaire de **7,6 millions en 2014** à **4,8 millions en 2018**

80 % des pays en développement partenaires du GPE seront dotés de politiques et d'une législation claires en matière d'éducation et de handicap

Qualité et apprentissage

90 % des pays en développement partenaires du GPE disposeront de données sur les acquis scolaires leur permettant d'améliorer la gestion de la qualité et d'assurer le suivi et le compte rendu des progrès accomplis

90 % des pays en développement partenaires du GPE seront dotés d'un système crédible d'évaluation des acquis scolaires

Efficacité des systèmes

90 % des pays en développement partenaires du GPE disposeront d'analyses détaillées sur les questions d'efficacité et pourront rendre compte des progrès accomplis

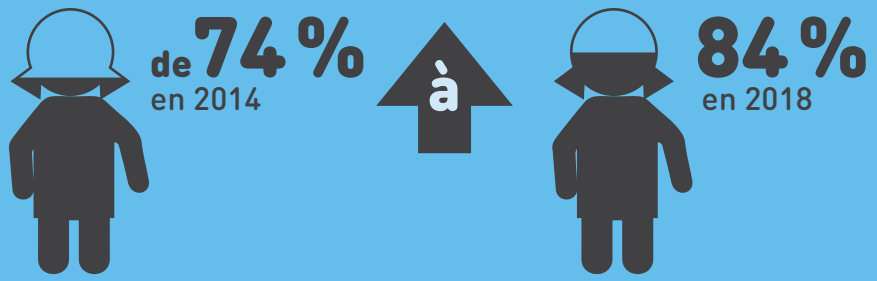
L'efficacité des systèmes éducatifs dans les pays en développement partenaires du GPE augmentera de[6] 10 %

Données

Réduction de plus de moitié du pourcentage de données manquantes pour les principaux indicateurs internationaux, qui passera de 46 % à 20 %

afin d'améliorer les politiques fondées sur la connaissance des faits et les décisions concernant les dépenses budgétaires [7]

Porter le taux d'achèvement du cycle primaire des filles



Porter le taux d'achèvement du premier cycle du secondaire des filles



Accroître de 25 % le nombre d'enfants achevant le cycle primaire chaque année et maîtrisant les bases de la lecture et du calcul, pour le faire passer de 16 millions en 2014 à 20 millions en 2018

Réduire les taux d'abandon scolaire au primaire et au premier cycle du secondaire de 10 %

et

Réduire les taux de redoublement scolaire au primaire et au premier cycle du secondaire de 10 %

Pour un complément d'information sur les méthodes, les hypothèses retenues et les sources des données, veuillez consulter le site : globalpartnership.org/fr/replenishment-sources

Notes de bas de page

Pour un complément d'information sur les méthodes, les hypothèses retenues et les sources de données, veuillez consulter le site web globalpartnership.org/fr/replenishment-sources.

1 (page 5) : Ce chiffre correspond au nombre d'élèves dont la scolarité peut être financée par le GPE pendant une année scolaire. À terme, il deviendra un indicateur du concept d'« année-élève » qui désigne les ressources dépensées pour maintenir un élève à l'école pendant un an.

2 (page 8) : Les Entités de gestion et de supervision du Partenariat mondial pour l'éducation incluent l'Agence Française de Développement, la Belgique, le Département pour le développement international du Royaume-Uni, l'Agence suédoise de coopération au développement international, l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale. Les Agences de coordination incluent un certain nombre de ministères de l'Éducation, ainsi que la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, le ministère canadien des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, DANIDA/le ministère danois des Affaires étrangères, la Société allemande de coopération internationale (GIZ), l'Union européenne, le ministère japonais des Affaires étrangères, New Zealand Aid, la Direction suisse du développement et de la coopération, l'UNICEF, l'UNESCO, le Département pour le développement international du Royaume-Uni, l'Agence des États-Unis pour le développement international, la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial.

3 (page 10) : En tant que nouveau partenaire donateur, la Finlande a récemment signé un accord de contribution avec le Partenariat mondial pour l'éducation à hauteur de 4 millions d'euros (5,6 millions de dollars).

4 (page 10) : D'après les estimations concernant les besoins de fonds pour la période 2014-2017 dans le cadre des cycles actuels de projets prévus, les décaissements du Partenariat mondial devraient enregistrer une augmentation sans précédent de plus de deux milliards de dollars.

5 (page 15) : Les 66 pays partenaires sont les suivants : Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cabo Verde, Comores, Côte d'Ivoire, Dominique, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Marshall, Îles Salomon, Kenya, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Micronésie, Moldova, Mozambique, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique du Congo, RDP lao, République centrafricaine, République kirghize, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Timor-Leste, Togo, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zimbabwe.

6 (page 21) : Objectif guidé par un indicateur sur l'espérance de vie scolaire/% du PIB consacré à l'éducation

7 (page 21) : Les États fragiles et touchés par un conflit sont pris en compte.



©A World at School/Nick Cavanagh



www.globalpartnership.org

facebook.com/GlobalPartnership

@GPforEducation

#250MillionReasons